Vers la réouverture de l'enrôlement des candidats électeurs au Burundi

PANA, 31 janvier 2015 Bujumbura, Burundi - Les candidats électeurs qui n'avaient pas pu se faire enrôler dans les délais réglementaires, vers la fin de l'année dernière, vont avoir une nouvelle chance de le faire dans les prochains jours pour prendre part régulièrement aux prochaines élections générales de cette année 2015, a-t-on appris du président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre Claver Ndayicariye. C'est le principal compromis qui est issu d'une rencontre, de jeudi et vendredi, entre les responsables des partis politiques, ceux du gouvernement, de la société civile, des confessions religieuses et les partenaires techniques et financiers extérieurs autour de la CENI, pour évaluer les "irrégularités" qui avaient été soulevées et décriées lors des précédents enrôlements, selon la même source.

L'enrôlement des électeurs a été jusque-là poussif et il a fallu que la CENI s'y prenne, par deux fois, l'année pour obtenir un taux global d'un peu plus de 80% des inscrits qui vont prendre part aux élections municipales et législatives combinées de mai prochain, puis à la présidentielle de juin à juillet, en cas de deux tours, aux sénatoriales aux élections de chefs de quartiers et de collines vers le mois prochain. La carte nationale d'identité est avérée première cause des inscriptions à compte-gouttes à cause de nombreux citoyens burundais qui vivaient sans cette pièce maîtresse et qui sont allés courir après elle à la dernière minute. L'administration a également été mise en cause dans la distribution "anarchique" ou "discriminatoire" du même, selon les accusations de certains milieux politiques et de la société civile. L'autre compromis de la rencontre est qu'une commission regroupant toutes les parties prenantes aux élections va être mise en place pour suivre à la fois l'octroi des cartes nationales d'identité et les opérations du nouvel enrôlement des derniers candidats électeurs désireux de prendre part aux consultations populaires en vue. La reprise du difficile dialogue entre les partenaires électoraux relance du coup dans l'opinion l'espoir de voir tenir les "meilleures élections que le Burundi ait jamais organisées à ce jour" comme ne cesse de le promettre, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza.